

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 74

31 octobre 2005

S o m m a i r e

INSTITUT LUXEMBOURGEOIS DE REGULATION
COMPTES ANNUELS 2004

Institut Luxembourgeois de Régulation - Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2004 . . page **1024**

Institut Luxembourgeois de Régulation
Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2004

Conformément à l'article 18 de la loi du 30 mai 2005 portant: 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, le Gouvernement en conseil a accordé en date du 1^{er} juillet 2005 la décharge à la direction de l'Institut Luxembourgeois de Régulation pour l'exercice 2004.

**INSTITUT LUXEMBOURGEOIS DE REGULATION
BILAN AU 31 DECEMBRE 2004 (après affectation)**

ACTIF	Val.brutes	Corr.valeur	31.12.2004	31.12.2003	PASSIF	31.12.2004	31.12.2003
A. CAPITAL DE DOTATION NON-VERSE			0,00	0,00	A. CAPITAUX PROPRES (2.f)		
B. FRAIS D'ETABLISSEMENT					I. Capital de dotation	1.239.467,62	1.239.467,62
C. ACTIF IMMOBILISE					II. Réserve pour investissements	24.272.355,51	21.427.376,33
I. Immobilisations incorporelles (2.a)	3.813.738,30	2.246.895,48	0,00	0,00	III. Résultats reportés	4.586.418,72	3.594.315,82
II. Immobilisations corporelles (2.b)	4.910,00	0,00			Total (A)	30.098.241,85	26.261.159,77
Total (C)	3.818.648,30	2.246.895,48	1.571.752,82	1.560.290,59	B. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	0,00	0,00
D. ACTIF CIRCULANT					C. DETTES		
I. Stock			0,00	0,00	1. Echéance inférieure à un an (2.g)	281.175,02	833.901,56
II. Créances					2. Echéance supérieure à un an	0,00	0,00
1. Echéance inférieure à un an (2.c)	268.996,49	0,00	268.996,49	1.287.849,28	Total (C)	281.175,02	833.901,56
2. Echéance supérieure à un an			0,00	0,00	D. COMPTES DE REGULARISATION (2.h)	13.219,12	13.395,07
III. Valeurs mobilières					E. RESULTAT DE L'EXERCICE	711.244,80	992.102,90
IV. Avoirs en banque, avoirs en compte chèques postaux, chèques et encaisse (2.d)	29.051.849,59	0,00	29.051.849,59	24.986.224,10	TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E)	31.103.880,79	28.100.559,30
Total (D)	29.320.846,08	0,00	29.320.846,08	26.274.073,38			
E. COMPTES DE REGULARISATION (2.e)	211.281,89	0,00	211.281,89	266.195,33			
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E)			31.103.880,79	28.100.559,30			

L'annexe ci-jointe fait partie intégrante des comptes annuels

**COMPTE DE PROFITS ET PERTES
DE L'EXERCICE 2004**

CHARGES	2004	2003	PRODUITS	2004	2003
Charges brutes	(3.a)	1.767.647,21	Produits bruts	(3.c)	8.029.841,93
Frais de personnel	(3.b)				
a) salaires et traitements		2.063.990,50			
b) charges sociales		111.039,56			
Corrections de valeur			Autres intérêts et produits assimilés		504.155,04
a) sur frais d'établissement et sur immo- bilisations corporelles et incorporelles		550.595,62		507.591,89	
b) sur éléments de l'actif circulant, dans la mesure où elles dépassent les corrections de valeur normales au sein de l'entreprise		0,00	Produits exceptionnels	(3.d)	733.589,00
Autres charges d'exploitation		45.659,65			
Intérêts et charges assimilées		2.469,85	Résultat de l'exercice		
Charges exceptionnelles	(3.d)	11.790,34			
Réserve pour investissements		2.844.979,18			
Résultat de l'exercice		711.244,80			
Total		8.109.416,71	Total	8.109.416,71	9.267.585,97

L'annexe ci-jointe fait partie intégrante des comptes annuels

Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2004

1. GENERALITES

La législation sur le secteur des télécommunications a été réformée de manière fondamentale en 1997. C'est dans le cadre de cette réforme qu'a été créé l'Institut Luxembourgeois des Télécommunications. L'article 44 de la loi du 21 mars 1997 sur le secteur des télécommunications, modifié par la loi du 24 juillet 2000 sur l'organisation du marché de l'électricité, stipule: «Il est créé un établissement public dénommé Institut Luxembourgeois de Régulation. Cet établissement, qui est placé sous la surveillance du Ministre des Communications, jouit de l'autonomie financière et administrative et est doté de la personnalité juridique.»

La loi du 21 mars 1997 impose à l'Institut Luxembourgeois de Régulation l'établissement de comptes annuels sans cependant définir la forme que doivent revêtir ces comptes. Dans la présentation des comptes l'Institut s'est donc inspiré des sous-sections 1 à 8 de la section XIII de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Les états financiers de l'Institut pour l'exercice 2004 ont été établis conformément aux dispositions et aux pratiques comptables généralement admises au Luxembourg. Les comptes sont tenus en EUR.

L'exercice financier de l'Institut coïncide avec l'année civile.

2. BILAN

2.a) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de revient et font l'objet d'un amortissement linéaire.

Les valeurs brutes des postes installations techniques (1), mobilier (2), matériel de bureau (3), matériel roulant (4) et frais d'aménagement des locaux (5) ont évolué comme suit:

	Valeur au 01.01.2004	(+)	(-)	Valeur au 31.12.2004
(1)	1.265.926,03	63.494,08	12.292,97	1.317.127,14
(2)	315.697,73	26.758,41	0	342.456,14
(3)	1.204.919,66	399.047,85	109.334,50	1.494.633,01
(4)	76.388,29	0	0	76.388,29
(5)	506.825,82	76.307,90	0	583.133,72
Total	3.369.757,53	565.608,24	121.627,47	3.813.738,30

Les corrections de valeur des différents postes ci-dessus ont évolué comme suit:

	Valeur au 01.01.2004	(+)	(-)	Valeur au 31.12.2004
(1)	535.631,13	266.662,98	12.292,97	790.001,14
(2)	143.901,32	41.061,48	0	184.962,80
(3)	982.691,25	183.889,23	106.169,39	1.060.411,09
(4)	63.983,31	4.651,00	0	68.634,31
(5)	88.019,93	54.866,21	0	142.886,14
Total	1.814.226,94	551.130,90	118.462,36	2.246.895,48

La durée normale d'utilisation prévue des immobilisations est la suivante:

- installations techniques **10 ans resp. 3 ans**
- mobilier **8 ans**
- matériel de bureau, hardware et software **3-5 ans**
- matériel roulant **5 ans**
- frais d'aménagement des locaux **10 ans**

2.b) Immobilisations financières

Les immobilisations financières représentent un dépôt de garantie.

2.c) Créances

Les créances figurent pour leur valeur nominale et sont ventilées comme suit:

- clients 131.737,66
 - créances diverses 137.258,83
 - correction de valeur 0
-
- 268.996,49

Les créances nettes exigibles postérieurement à la date de clôture se chiffrent à EUR 2.804.478,61 dont EUR 1.449.975,15 de factures à établir et sont incluses dans le poste «clients». De plus, des notes de crédit à établir pour un montant de EUR 2.672.740,95 sont incluses dans le poste «clients». L'émission de ces notes de crédit est due à l'application du calcul des redevances liées à la télécommunication sur base de la directive 2002/20/CE.

2.d) Avoirs en banques

Ce poste se subdivise comme suit:

- avoirs en comptes courants et c.c.p.	29.051.005,82
- caisse	843,77
	<u>29.051.849,59</u>

2.e) Comptes de régularisation à l'actif

Ce poste concerne des frais d'exploitation constatés d'avance.

2.f) Fonds propres

Conformément à l'article 47 de la loi du 21 mars 1997 l'Institut doit bénéficier de la part de l'Etat d'une dotation initiale en espèces de EUR 1.239.467,62. En contrepartie de cet apport, l'Etat devient détenteur de tous les avoirs de l'Institut, à l'exception des avoirs du compte de service universel.

La dotation initiale prévue par l'article 47 de la loi du 21 mars 1997 n'a pas été versée. Toutefois par décision du Conseil de Gouvernement du 22 mars 2000 l'Institut Luxembourgeois des Télécommunications a été autorisé à compenser les résultats reportés avec le capital de dotation non-versé et figurant à l'actif du bilan, pour un montant de EUR 1.239.467,62.

Par décision du Conseil de l'Institut Luxembourgeois de Régulation, les états financiers de l'Institut sont présentés après affectation de 80% du résultat de l'exercice à une «Réserve pour investissements».

2.g) Dettes

Les dettes figurent pour leur valeur nominale et sont ventilées comme suit:

- Fournisseurs	190.171,53
- Taxe sur la valeur ajoutée	22.178,85
- Cotisations sécurité sociale	30.324,64
- Tantièmes et indemnités	38.500,00
	<u>281.175,02</u>

2.h) Comptes de régularisation au passif

Les comptes de régularisation au passif concernent des produits d'exploitation constatés d'avance pour un montant de EUR 13.219,12.

3. COMPTE DE PROFITS ET PERTES

3.a) Charges brutes

Ce poste concerne les frais de fonctionnement normaux de l'Institut:

	Electricité	Fréquence	Gaz	Numérotation	Postes	Télécom	2004
Loyers et charges locatives	56.157,41	409.491,25	56.157,41	0,00	97.031,18	130.446,79	749.284,04
Entretien et réparations	6.578,40	110.365,49	6.555,13	0,00	13.261,14	17.816,96	154.577,12
Eau et Energie	1.079,86	8.853,67	1.079,72	0,00	1.748,54	2.602,43	15.364,22
Frais de PTT	1.889,51	22.348,89	1.782,05	0,00	9.181,59	7.239,07	42.441,11
Documentation	1.835,31	7.493,10	1.270,46	0,00	902,81	5.133,60	16.635,28
Imprimés et fournitures de bureau	1.341,38	9.193,95	772,44	0,00	2.291,73	3.133,18	16.732,68
Petit équipement	1.677,64	16.666,95	1.645,77	0,00	3.268,20	6.305,22	29.563,78
Fournitures diverses	372,00	3.639,88	371,33		779,38	1.386,31	6.548,90
Assurances	1.079,38	18.141,80	795,98	0,00	1.745,00	2.856,07	24.618,23
Honoraires et Commissions	17.539,85	59.747,24	667,77	73.584,96	100.860,07	37.916,14	290.316,03
Cotisations organismes internationaux	4.799,00	108.818,94	4.799,00	0,00	185,85	82.908,37	201.511,16
Transports, voyages et déplacements	5.729,67	38.472,85	1.624,06	0,00	10.001,76	33.108,52	88.936,86
Frais divers	4.691,90	35.434,91	641,26	0,00	1.035,94	13.211,51	55.015,52
Publicité et relations publiques	327,01	37.898,43	184,78	0,00	937,98	36.754,08	76.102,28
TOTAL	105.098,32	886.567,35	78.347,16	73.584,96	243.231,17	380.818,25	1.767.647,21

3.b) Frais de personnel

	Electricité	Fréquence	Gaz	Numérotation	Postes	Télécom	2004
Salaires et traitements	123.907,54	944.718,61	114.054,51	95.411,05	228.137,90	557.760,89	2.063.990,50
Charges sociales	5.696,43	57.955,64	5.389,03	3.599,91	14.030,26	24.368,29	111.039,56
TOTAL	129.603,97	1.002.674,25	119.443,54	99.010,96	242.168,16	582.129,18	2.175.030,06

3.c) Produits bruts

Ce poste concerne les éléments suivants:

	2004
Redevances secteur Electricité	531.842,25
Produits divers	362,05
Produits bruts secteur Electricité	532.204,30
Mise à disposition de fréquences UMTS	290.000,00
Mise à disposition de fréquences GSM / DCS 1800	1.822.500,00
Service fixe par satellite	179.474,90
Remboursement redevances	
Réseau mobile à utilisation partagée des fréquences	362.064,56
Réseau mobile à utilisation exclusive des fréquences	4.957,87
Réseau mobile public	106.593,97
Service relevant des besoins de la défense nationale et/ou de la sécurité publique	380.764,18
Liaisons terrestres fixes par radio	233.630,83
Fréquences WLL	7.000,00
Service mobile aéronautique et maritime	59.383,10
Radioamateur	13.609,71
Service fixe de radionavigation et de radiolocalisation	27.268,31
Produits divers	2.749,51
Produits bruts secteur Fréquence	3.489.996,94
Redevances secteur Gaz	260.000,00
Produits divers	362,05
Produits bruts secteur Gaz	260.362,05
Attribution et utilisation de numéros	1.258.114,06
Produits bruts secteur numérotation	1.258.114,06
Remboursement frais de surveillance services postaux	440.000,00
Produits divers	585,34
Produits bruts secteur Postes	440.585,34
Réseaux de télécom. & services soumis à la licence	1.051.864,81
Frais de dossier mobilophonie	2.500,00
Produits divers	841,08
Produits bruts secteur Télécom	1.055.205,89
TOTAL	7.036.468,58

3.d) Produits et charges exceptionnels

Les produits exceptionnels représentent essentiellement des produits sur les redevances annuelles de surveillance de la licence et de gestion du spectre des fréquences UMTS/3G relatifs à un opérateur s'étant retiré du marché luxembourgeois. Les produits exceptionnels sont également composés des frais liés à la régulation en matière postale relatifs au quatrième trimestre de l'exercice 2003.

Les charges exceptionnelles concernent principalement les honoraires d'avocat.

Il est à noter que pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2004, un reclassement des tantièmes distribués au conseil d'administration des charges exceptionnelles vers les autres charges d'exploitation a été effectué.

3.e) Compte de profits et pertes par secteur de l'exercice 2004 (avant affectation à la réserve pour investissements)

PRODUITS	Secteur Electricité	Secteur Fréquence	Secteur Gaz	Secteur Numérotation	Secteur Postes	Secteur Télécom	Total ILR
Produits bruts	532.204,30	3.489.996,94	260.362,05	1.258.114,06	440.585,34	1.055.205,89	7.036.468,58
Total	532.204,30	3.489.996,94	260.362,05	1.258.114,06	440.585,34	1.055.205,89	7.036.468,58
CHARGES							
Charges brutes	105.098,32	886.564,05	78.347,46	73.587,96	243.231,17	380.818,25	1.767.647,21
Frais de personnel							
a) salaires et traitements	123.907,54	944.718,61	114.054,51	95.411,05	228.137,90	557.760,89	2.063.990,50
b) charges sociales hors pensions	5.696,43	57.955,64	5.389,03	3.599,91	14.030,26	24.368,29	111.039,56
Corrections de valeur sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles	16.377,60	396.553,54	16.066,62	0,00	36.003,97	85.593,89	550.595,62
Autres charges d'exploitation	6.416,67	13.328,40	6.416,67	6.416,67	6.416,67	6.664,57	45.659,65
Total	257.496,56	2.299.120,24	220.274,29	179.015,59	527.819,97	1.055.205,89	4.538.932,54
Résultat d'exploitation de l'exercice	274.707,74	1.190.876,68	40.087,76	1.079.098,47	-87.234,63	0,00	2.497.536,04
Produits provenant d'autres valeurs mobilières et de créances de l'actif immobilisé							
Autres intérêts et produits assimilés							507.591,89
Intérêts et charges assimilées							2.469,85
Résultat financier							505.122,04
Produits exceptionnels							565.356,24
Charges exceptionnelles							11.790,34
Résultat exceptionnel							553.565,90
Résultat de l'exercice							3.556.223,98

4. AUTRES INDICATIONS

4.a) Personnel employé

Le nombre de personnes employées au 31 décembre 2004 à l'Institut Luxembourgeois de Régulation est de 35.

4.b) Fonds de compensation marché électricité

Le Règlement grand-ducal du 22 mai 2001 a instauré un fonds de compensation dans le cadre de la loi du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité, destiné à répartir équitablement entre tous les gestionnaires de réseau, les charges en relation avec l'exécution des obligations de service public.